

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45 072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



BARDAT (ex PLAISANCE)

La tour de Bourges
45 220 TRIGUERES

Références : VAT 2023 0032
Code AIOT : 0010003626

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement BARDAT (ex PLAISANCE) implanté Les Sablonnières 45220 DOUCHY MONTCORBON. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARDAT (ex PLAISANCE)
- Les Sablonnières 45220 DOUCHY MONTCORBON
- Code AIOT : 0010003626
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation est située aux lieux-dits « Les Sablonnières » et « Les Grandes Noues » sur le territoire de la commune de DOUCHY. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de sable rouge dont la superficie autorisée est de 6 ha 23 a 81 ca. La production maximale autorisée est de 30 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 19 000 tonnes. Le site dispose d'un arrêté d'autorisation de poursuivre l'activité du 8 février 2021.

Lors de l'extraction, les opérations de transport seront uniquement effectuées par des camions appartenant à la société. L'exploitant précise que l'extraction de la carrière s'effectuera uniquement par campagnes en fonction des besoins et des conditions météorologiques. Lors de l'inspection, le site était à l'arrêt.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les éléments permettant de justifier la mise en place des levées de non-conformité de la dernière visite d'inspection,
- suivi annuel avec les garanties financières.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitation des installations – Bornage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2	NC n°1 - VI du 28 juillet 2021	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.3	D n° 2- VI du 28 juillet 2021	Sans objet
6	Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.10.1	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 5.2.2	/	Sans objet
8	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 6.2.3	/	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.2 - 1.6.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.2	NC n°2 - VI du 28 juillet 2021	Sans objet
3	Zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.5	NC n°3 – VI du 28 juillet 2021	Sans objet
4	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.1	D n°1 – VI du 28 juillet 2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation des installations – Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°1 - VI du 28 juillet 2021
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"> • des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Absence des bornages délimitant le site
Observations : Lors de la dernière inspection du 28 juillet 2021, les bornes n'étaient pas visibles. L'exploitant n'a pas entrepris d'action sur ce point, les bornes ne sont toujours pas visibles, de plus l'emplacement des bornes n'est pas représenté sur le plan. L'exploitant devra donc transmettre des pièces justificatives (photos et plan) à l'inspection pour justifier de la présence des bornes délimitant le périmètre de l'autorisation d'exploiter, et s'assurera de les maintenir dégagées et visibles par la suite. Rappel : Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°2 - VI du 28 juillet 2021
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la dernière inspection du 28 juillet 2021, le site n'était pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La barrière d'entrée était bien fermée à notre arrivée. Par ailleurs, l'exploitant a renforcé la clôture au niveau du champ à l'arrière du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage et information des dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : NC n°3 – VI du 28 juillet 2021
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace implantée au minimum à 10 m des bords de l'excavation, ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des installations de stockages des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de l'inspection inopinée du 28/07/21, l'inspection avait constaté le manque de signalisation : des pancartes devaient être placées sur les chemins d'accès aux abords du site. L'inspection a pu constater la présence de pancartes sur les chemins d'accès aux abords du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage et information
Point de contrôle déjà contrôlé : D n°1 – VI du 28 juillet 2021
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de l'inspection du 28/07/21, l'inspection avait constaté l'absence de panneaux pour l'informations aux tiers. L'inspection a constaté la présence du panneau à l'entrée du site avec les informations suivantes : le nom du site, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, règles de circulation sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : D n° 2- VI du 28 juillet 2021
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : Absence des règles de circulation à l'intérieur de l'établissement
Observations : Lors de l'inspection inopinée du 28/07/21, l'inspection avait déjà constaté l'absence de mise en place des règles de circulation à l'intérieur de l'établissement. L'exploitant indique que l'exploitation du site n'a pas débuté. Il précise que ce plan sera mis en place avant le début des travaux. L'exploitant devra donc transmettre avant le début de l'exploitation le plan de circulation du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 2,10,1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement des fronts ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. <p>Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
Constats : Absence du suivi annuel d'exploitation et de rapport annuel d'exploitation
<p>Observations : L'exploitant n'a pas de plan de suivi d'exploitation du site. Il précise que ce plan est dans le dossier d'autorisation. Ce plan n'a pas été retrouvé dans le dossier lors de l'inspecion.</p> <p>L'exploitant devra présenter un plan complet conforme à son arrêté d'exploitation. L'exploitant n'a pas transmis de rapport annuel d'exploitation informant l'inspection de l'absence d'exploitation, accompagné du plan de suivi.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 5.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ; • le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Absence de plan de gestion des déchets d'extraction
Observations : L'exploitant n'a pas réalisé de plan de gestion des déchets d'extraction. L'inspection rappelle qu'il doit être transmis à madame la Préfète et actualisé tous les 5 ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans dans le cas générique. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : Absence de mesure des niveaux sonores
Observations : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de mesure des niveaux sonores, le site n'a pas été exploité. L'inspection demande à l'exploitant de prévoir, lors de la reprise de l'activité, des mesures des niveaux sonores par un organisme ou une personne qualifiée puis de transmettre ces résultats à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas fonctionné dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2021, article 1.6.2 - 1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Montant des Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation est menée en 5 phases, de 5 ans chacune. A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). [...] Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. [...]
Constats : Absence des valeurs S1, S2 et S3
Observations : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les valeurs S1, S2 et S3 de son site. Par ailleurs, il a pu présenter un acte de cautionnement pour le site de Douchy pour la période du 28 février 2021 au 28 février 2023. Le site étant inexploité, l'exploitant devra fournir le plan annuel avec l'ensemble des valeurs demandées afin de s'assurer que le montant des garanties financières est cohérent avec l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet